

Commission : ECOSOC

Question : Vers un cloisonnement du monde ?

Auteur : Allemagne

L'Allemagne reconnaît l'importance cruciale de l'ouverture internationale et estime nécessaire de réévaluer la pertinence du modèle de libre-échange dans le contexte actuel. En réponse à cette réflexion, l'État allemand a pris diverses mesures stratégiques. Parmi celles-ci, la loi de 2024 sur l'immigration des travailleurs qualifiés facilite l'accès au marché allemand pour des professionnels dûment formés, répondant aux besoins croissants en compétences spécifiques. De plus, avec son statut de troisième puissance exportatrice et importatrice en 2024, l'Allemagne demeure un acteur majeur du commerce mondial. Cependant, la délégation allemande considère qu'en 2030, l'interdépendance économique globale mérite d'être questionnée pour renforcer l'autonomie de chaque nation.

À la lumière de ces enjeux, l'Allemagne aspire à promouvoir un modèle de développement alternatif à la mondialisation traditionnelle. Bien qu'engagée dans l'intégration européenne et forte de son statut de quatrième puissance économique mondiale en 2020, l'Allemagne juge essentiel de rendre à chaque nation une autonomie et une souveraineté accrues en matière de politiques économiques et sociales. La délégation appelle ainsi à une redéfinition du rôle de l'Union européenne, préconisant une structure plus souple qui offrirait aux États membres une latitude plus large dans leurs choix politiques, sociaux, d'alliances, et de positions internationales.

L'Allemagne souhaite par ailleurs rediriger et recentrer ses échanges vers de nouvelles alliances stratégiques. Face à une demande croissante de modèles de production plus stables et résilients, notre délégation voit dans le protectionnisme une voie potentielle. Le modèle économique basé essentiellement sur les importations et exportations, jadis fondement de l'économie allemande, apparaît aujourd'hui moins viable pour garantir une indépendance nationale renforcée. Dans ce contexte, l'Allemagne ambitionne une économie de plus en plus autonome tout en préservant ses relations internationales actuelles.

Par ailleurs, la délégation allemande tient à clarifier sa position sur la question environnementale, considérée comme moins prioritaire en 2030 qu'elle ne l'était il y a dix ans. L'Allemagne considère que les défis écologiques doivent passer au second plan, derrière les enjeux sociaux et économiques, qui sont le cœur du développement national. La délégation allemande déplore ainsi que certains États placent l'écologie au-dessus des problématiques d'échanges commerciaux et de progrès social. Nous proposons donc un modèle d'échange plus ciblé, privilégiant les flux de main-d'œuvre qualifiée, afin de stimuler certains secteurs tout en maîtrisant rigoureusement la provenance et la répartition de cette main-d'œuvre pour éviter toute dépendance démographique. Cette approche pourrait simultanément soutenir la croissance démographique allemande et répondre aux besoins économiques nationaux.

L'Allemagne est convaincue qu'un nouveau modèle économique et social à l'international est nécessaire pour répondre aux défis contemporains, que l'actuel système peine à résoudre. La délégation allemande soutient donc une approche valorisant les particularités nationales, limitant les dépendances tout en maintenant une coopération internationale bénéfique et ciblée.